

AITEC
Association Internationale des Techniciens, Experts et Chercheurs

Premières réflexions pour préparer une AG de refondation

gustave massiah
Complété par le bureau de l'AITEC
30 janvier 2024

Cette contribution comprend trois parties : un rappel historique de l'AITEC ; une réflexion sur la situation actuelle ; des pistes de refondation.

Un bref historique de l'Aitec.

L'Aitec a été créée formellement en 1983. En fait, plusieurs questions avaient été abordées auparavant par le cedetim ou d'autres associations, notamment sur la question de la dette et de l'expertise non patronale.

L'Aitec organisait des débats publics et en rendait compte dans les Cahiers Voltaire et dans la revue Archimède et Léonard. Parmi les débats, en 1986, La crise peut-elle se pratiquer ? Avec deux débats, l'un avec Henri Lefévre, Emmanuel Terray, Immanuel Wallerstein, Samir Amin et l'autre avec Hugues Bertrand, Bernard Guibert, Alexandre Faure, Alain Lipietz. Et parmi beaucoup d'autres débats : Economie politique de la corruption en 1991 ; Le FMI ou comment s'en débarrasser ? en 1990 ; Sciences, progrès et développement en 1993 ; Sciences, progrès et démocratie, en 1998 ; Financement du développement durable, en 2002 ; Expertise et principe de précaution, en 2003.

L'Aitec avait défini un mode de fonctionnement des groupes de travail à partir du groupe de travail sur la dette. Une douzaine de séances de travail, sur un an, pour explorer le sujet, avec des professionnels, des militants, des chercheurs. Un débat public. Puis une ou plusieurs déclarations publiques. Ensuite des campagnes ; dans le cas de la dette, la campagne du CRID, la dette ou la vie

Les thématiques abordées par l'Aitec ont été assez nombreuses en fonction des questions soulevées par les mouvements sociaux. Notamment : la dette ; le commerce international ; l'expertise non patronale ; les services publics ; le logement ; l'urbain ; le travail ; l'écologie ; les municipalités ; les sciences et la démocratie.

L'orientation générale de l'Aitec a été de mettre à la disposition des mouvements sociaux les éléments nécessaires à la compréhension de la mondialisation capitaliste et des formes de résistance. Elle participe aussi à la construction de l'alliance entre les ITC (ingénieurs, techniciens et cadres) et la classe ouvrière dans l'objectif de maîtriser la compréhension de l'évolution politique et de ses composantes scientifiques, techniques, économiques, sociales et intellectuelles.

L'Aitec a évolué en fonction des évolutions et des périodes. On peut distinguer dans cette histoire :

de 1983 à 1989 : peser sur la bataille des idées et des propositions après la victoire électorale de la gauche en 1981 et les contradictions dans les syndicats, les appareils d'Etat, les entreprises et dans les Universités et les Ecoles.

De 1989 à 2000 : L'Aitec s'engage, contre le G7 qui se réunit à Versailles, dans la préparation du Sommet des sept peuples parmi les plus pauvres, avec Agir Ici, le cedetim, le CRID et aussi dans le mouvement « Dette, colonies, apartheid, ça suffat comme ci », avec Renaud, Gilles Perrault, Bob et Catherine Siné, Alain Krivine. L'Aitec participe avec le cedetim aux différents contre-sommets de Madrid à Gènes, qui préfigurent l'altermondialisme

De 2001 à 2008 : l'Aitec participe activement aux Forums sociaux mondiaux, notamment sur la dette, le commerce international, le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC, et sur les forums sciences et démocratie, les assemblées mondiales d'habitant.e.s et les campagnes internationales pour le droit au logement et à la ville comme le Tribunal contre les expulsions ou les projets Zéro expulsions au côté de certaines municipalités essentiellement de la ceinture rouge de Paris. Elle se lance dans le programme de volontariat d'échanges et partenariats pour former une nouvelle génération de militant.e.s et travailler en réseau avec les mouvements sociaux et ONG européennes.

De 2009 à 2018 : l'Aitec participe aux prolongements des FSM avec les mouvements des printemps arabes, des occupy, des indignés, en liaison avec les Forums sociaux mondiaux. Pendant cette période l'Aitec crée aussi au côté d'autres organisations comme le DAL et Habitat et Participation en Belgique, la Coalition européenne d'action pour le droit au logement et à la ville. L'Aitec engage un travail de fond sur le municipalisme et propose un répertoire d'actions pour une transformation démocratique, sociale et écologique au niveau local.

Après 2019, nous rentrons dans la période actuelle avec ses contradictions accentuées par la pandémie de covid. Avec, d'un côté, les mouvements féministes, antiracistes, des peuples autochtones, des migrants et de l'autre, la montée de l'extrême droite et des alliances entre droites et extrêmes droites.

Les enjeux de la nouvelle période

Je reprends ici une réflexion que j'avais proposé à propos du système international.¹ Nous devons tenir compte des caractéristiques de la crise structurelle actuelle, même si nous ne sommes pas en mesure d'en définir les issues. Quelles sont les grandes contradictions qui marquent la période actuelle ? Les contradictions sociales, écologiques, politiques, idéologiques sont toujours très présentes, dans chaque pays comme à l'échelle mondiale. La crise, par certains côtés rappelle celle des années 1930. Même si les situations ne se reproduisent jamais pareillement, la référence permet de réfléchir à la conjonction d'une crise économique et sociale, aux guerres, aux alliances entre les droites et les extrêmes droites, aux changements géopolitiques. La première phase de la décolonisation, celle de l'indépendance des Etats est à peu près achevée, à quelques lourdes exceptions près comme celle de la Palestine. La libération des nations et des peuples est à peine commencée. La situation politique internationale est marquée par une forte contradiction : une

1 Gustave Massiah - Les Nations Unies et la réforme radicale du système international. Septembre 2023

Une version de cet article a été publiée en français, anglais, allemand par la Fondation Rosa Luxembourg <https://rosalux-geneva.org/the-un-and-the-radical-reform-of-the-international-system/>
<https://rosalux-geneva.org/fr/lonu-et-la-reforme-radcale-du-systeme-international/>

tendance à la montée des alliances entre les droites et les extrêmes droites qui occupe les scènes politiques et à l'opposé, la radicalité des mouvements sociaux, notamment les mouvements féministes, écologiques, antiracistes, des migrations, de l'antiracisme, des peuples premiers.

Dans la situation actuelle, trois types de contradictions prennent une grande importance. La première concerne la question sociale, les rapports entre les classes sociales, avec l'importance considérable des inégalités et des discriminations. La deuxième concerne un élément nouveau et déterminant, celui de la rupture écologique, de la manière de penser la Nature, le climat, la biodiversité. La troisième concerne la guerre et la démocratie, nationale et internationale. La démocratie interroge les rapports entre le politique et l'idéologique. La démocratie locale intègre les territoires et les différentes formes de municipalisme. La démocratie nationale interroge les rapports entre les peuples, les nations et les Etats. La démocratie mondiale passe par la démocratie internationale qui, dans sa forme existante, se réfère au système des Nations Unies qui doit être radicalement réformé et réinventé.

Les changements vont concerner toutes les dimensions. La phase sécuritaire du néolibéralisme, depuis 2008, est accentuée par la rupture écologique qui introduit une très grande discontinuité. Le changement écologique est déjà sensible avec le climat et ses conséquences sur la biodiversité. Ses conséquences sur l'évolution du système économique et social ne sont pas encore déterminées, mais ce qui est sûr c'est qu'elles seront considérables. Il est probable que nous vivons le passage à une nouvelle phase du mode de production capitaliste, comme entre 1914 et 1945, la rupture avec le passage au capitalisme fordiste et keynésien, à partir de 1929, avec le New Deal. L'hypothèse du passage à une nouvelle phase du mode de production capitaliste est très probable ; elle est amorcée avec les nouvelles formes de production, notamment le numérique. Elle est aussi interpellée par les changements dans les classes principales. Nous en avons quelques pistes. Dans la classe dominante, par la contradiction entre la financiarisation de la bourgeoisie et la culture des nouveaux dirigeants, cadres et managers du numérique ; et par la généralisation de l'éducation secondaire dans le monde. Dans la classe ouvrière, par la contradiction entre l'évolution des formes du salariat et le précaire.

La crise démocratique est également marquée par une réduction très forte voir une disparition progressive des politiques fiscales et redistributives. L'Etat est devenu un organisme de gestion et de négociation entre les intérêts divergents, au sein duquel prédominent les intérêts dominants. L'ensemble des secteurs publics ou appartenant au bien commun est financiarisé ou marchandisé, les « causes communes » deviennent un secteur d'investissement, comme en témoigne le retour inquiétant de la philanthropie qui distribue les excédents du capitalisme selon le bon vouloir des chefs d'entreprise.

L'hypothèse n'est peut-être pas seulement celle d'un changement de phase du capitalisme. Immanuel Wallerstein avance l'hypothèse qu'il s'agit d'une crise structurelle qui met en cause les fondements du mode de production capitaliste². Il

²Immanuel Wallerstein, avec [Randall Collins](#), [Michael Mann](#), [Georgi Derluguian](#) et [Craig Calhoun](#), *Does Capitalism Have a Future?*, Oxford University Press, 2013

Immanuel Wallerstein, "Préface "Dilemmas of the Global Left" to [Gustave Massiah](#), *Strategy for the Alternative to Globalisation*, Montréal, New-York, London, Black Rose Books, 2015

considère que le mode de production capitaliste est épuisé et que dans les trente prochaines années, il ne devrait plus être dominant. Mais, cette crise du capitalisme ne déboucherait pas sur le socialisme. C'est un autre mode de production, inégalitaire mais différent qui lui succéderait. Dans cette hypothèse, le capitalisme ne disparaîtrait pas, mais il ne serait plus le mode de production dominant dans les formations sociales, un peu comme l'aristocratie n'a pas disparu en laissant la première place à la bourgeoisie. De nouvelles classes sociales principales seraient en gestation dans nos sociétés. Le nouveau prolétariat viendrait du précaire et associerait les précaires et certaines formes du salariat. Les nouvelles classes dirigeantes pourraient être issues des techniciens et des cadres comme on peut le voir à travers les mutations sociales entraînées par le numérique. Les bourgeoisies parasites et rentières ne seraient plus dominantes et pourraient laisser la place à de nouvelles classes dirigeantes. Le néolibéralisme pourrait être toujours présent, mais ne serait plus complètement dominant. Il a déjà perdu une large part de sa légitimité et il a besoin de durcir ses moyens de répression pour maintenir son pouvoir.

Quelle que soit l'hypothèse, celle du passage à une nouvelle phase du mode de production capitaliste ou celle du passage à un nouveau mode de production, les changements seront considérables et se traduiront par des années de transition marquées par des bouleversements sociaux et idéologiques. Les conséquences seront considérables au niveau de l'écologie et du changement climatique, au niveau social pour les inégalités et les discriminations, au niveau des guerres et de la nature des régimes politiques, au niveau de la définition même des démocraties.

Cette perspective est confirmée par les bouleversements géopolitiques qui sont en cours. Ils concernent directement les guerres qui accompagnent les bouleversements de l'ordre mondial et notamment la nature des régimes politiques et la démocratie. Les Etats Unis sont toujours dominants économiquement et militairement, mais leur hégémonie est remise en cause. La confrontation principale se déplace vers l'Asie et oppose les Etats Unis et la Chine. L'Europe est marginalisée et la guerre accroît ses divisions. Les Etats Unis explorent une alliance avec l'Australie et le Japon qui inclurait la Grande Bretagne. La Chine renforce les BRICS avec le Brésil et l'Inde et entame son élargissement. De nouvelles puissances renforcent leurs positions régionales. L'Inde en Asie du Sud, la Thaïlande et l'Indonésie en Asie du Sud-Est, l'Australie dans le Pacifique, la Turquie et l'Arabie Saoudite au Moyen-Orient, L'Afrique du Sud, le Nigéria et le Kenya en Afrique.

La souveraineté est une valeur de référence de plus en plus prisée. Elle renforce les identitarismes et le poids des intégrismes dans les religions. Elle se traduit par la montée des autoritarismes³ de différentes natures. Les libertés et la démocratie restent des valeurs de référence, mais en tant que valeurs abstraites. La méfiance par rapport aux régimes politiques est devenue générale. Elle se traduit par une grande défiance par rapport aux institutions internationales.

La situation est caractérisée par la montée en puissance de nouveaux blocs émergents. Ce sont des situations qui se traduisent historiquement par des périodes de tensions, de conflits et aussi de guerres. D'autant que cette évolution est très rapide à l'échelle historique, en quelques dizaines d'années et non en quelques

3Kavita Krishnan, la souveraineté est-elle la mantra de l'autoritarisme ?

siècles, comme dans les transitions précédentes. Le Sud global se présente à la fois comme un bloc émergent et comme une diversité des Etats-nations du Sud et de leurs intérêts nationaux. Depuis 2013, la Chine, l'Inde et le Brésil sont collectivement en train de dépasser les pays occidentaux développés en termes de commerce et de production mondiale.⁴ L'affirmation politique d'un Sud Global et la volonté du multilatéralisme coexistent avec le renforcement des grandes régions géoculturelles dans l'ordre mondial. Il y a un besoin urgent de réformes pour faire face à un monde en évolution rapide, pour arriver à une architecture globale. Il faut répondre aux défis principaux : le maintien de la paix ; la réduction des inégalités et des discriminations ; le défi écologique ; la redéfinition de la démocratie.

Quelques conséquences pour l'Aitec

L'Aitec est concernée par ces changements qui vont impacter l'évolution des classes sociales, l'évolution écologique, l'évolution scientifique et technique, l'évolution des mouvements sociaux.

Dans l'évolution des classes sociales, la catégorie des ingénieurs, techniciens et cadres, les ITC, sera au centre des changements. Une partie des ITC fera partie de la nouvelle classe dirigeante qui pourrait marginaliser la bourgeoisie financière et ses positions rentières, largement improductives. Mais pour assurer son pouvoir, la bourgeoisie technocratique aura besoin d'un soutien plus large et tentera de s'appuyer sur l'ensemble des ITC. Il faudra alors qu'elle essaye d'associer l'ensemble des ITC en tant que couches sociales associées.

Cette tentative de construction d'une nouvelle classe dirigeante se heurtera à la prolétarianisation des couches moyennes. Une majeure partie des techniciens notamment dans le numérique n'y trouvera pas sa place. Une large partie des diplômés rejoindra le précaire avec la multiplication des diplômés chômeurs. L'alliance entre les salariés et les précaires sera la question centrale de la prochaine période. Que restera-t-il de la fonction publique fortement mise à mal avec le processus de démantèlement de l'Etat, et quel rôle joueront-ils dans la transformation sociale ?

En s'imposant comme une dimension nouvelle et incontournable, l'écologie bouleverse les certitudes. Elle rend obsolètes les conceptions dominantes du progrès et de la modernité. Elle interpelle les ITC et les formes de leur intégration dans la culture dominante. On en voit déjà une préfiguration avec les ouvertures des bifurcateurs qui remettent en cause les voies tracées d'intégration pour les ITC. C'est un appel à renouveler la culture scientifique et technique et la base de son alliance avec le capitalisme.

La pensée de l'évolution scientifique et technique est à réinventer. La rupture a déjà commencé. L'alliance entre les formes étatiques et les grandes entreprises est déjà interpellées. Une grande partie de l'innovation est assurée par de nouvelles formes d'entreprises, les « start-ups ». Pour l'instant, elles ont besoin des grandes entreprises pour développer leurs innovations. Mais, elles pourraient très bien être tentées par une nouvelle alliance avec des secteurs publics moins paralysés par les

⁴PNUD, L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié. Rapport sur le développement humain, 2013

monopoles privés. C'est une évolution possible. Elle ouvrirait des pistes nouvelles sur les rapports entre sciences et démocratie.

L'évolution des mouvements sociaux est la clé de l'avenir. Ils ouvrent déjà de nouveaux possibles. C'est à ce niveau que se joue la confrontation avec les courants de droite et d'extrême droite qui traduisent les résistances au changement portées par les idéologies sécuritaires et identitaires. On le voit avec les mouvements des femmes, antiracistes, des peuples autochtones, des migrants ; et aussi avec les mouvements pour les droits pour toutes et tous, au travail, à l'emploi, à la santé, au logement, à la ville, aux cultures.

L'Aitec peut proposer d'ouvrir la réflexion et la discussion pour associer les ITC, les ingénieurs, techniciens et cadres, à la compréhension de la nouvelle période. Cette réflexion porte sur l'évolution des classes sociales, l'évolution écologique, l'évolution scientifique et technique, l'évolution des mouvements sociaux. Elle prépare une mutation de l'Aitec pour répondre aux enjeux de la nouvelle situation.

Une enquête pour préparer une nouvelle phase de l'aitec

Quand on passe d'une période à une autre, certains mouvements traversent et jouent un rôle dans la nouvelle période, d'autres non. Nous faisons l'hypothèse que l'Aitec a un rôle à jouer et reste nécessaire. A condition de définir les enjeux de la nouvelle période, le rôle que l'Aitec peut y jouer et les transformations nécessaires pour y arriver

La proposition est de mener une enquête auprès des mouvements sociaux pour comprendre la situation dans laquelle nous sommes et les possibilités d'action. Nous nous donnerions une année entière pour mener cette enquête et définir une nouvelle phase de l'Aitec. Cette enquête permettrait une réflexion collective et ouverte. Cette enquête ne nous empêcherait pas de continuer des actions et des activités, en donnant toutefois la priorité à l'enquête.

L'enquête porterait sur la situation et les possibilités d'évolution de la catégorie des ITC, des ingénieurs, techniciens et cadres. Elle porterait aussi sur leur place dans les alliances de classes et sur les alliances possibles avec d'autres catégories.

L'enquête porterait sur la caractérisation de la situation et sur les évolutions possibles. Elle partirait de la crise du mode de production capitaliste. Elle prendrait en compte l'évolution scientifique et technique, notamment l'écologie et le numérique. Elle prendrait en compte les idéologies de droite et d'extrême droite. Elle tiendrait compte des évolutions des dernières décennies en matière de scolarisation, de migrations, de mondialisation.

L'interrogation porterait sur la culture générationnelle et la définition d'un projet d'émancipation. Les questions, et discussions, porteraient sur la place dans les alliances de classes, sciences et démocrate, le travail, les services publics, l'économie sociale et solidaire, le colonialisme et le Sud global, ...

Les personnes consultées viendraient des associations du CRID, notamment ISF – ingénieurs sans frontières ; de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) ; des syndicats,

notamment l'UGICT-CGT ; la FSU ; la FEN ; les ingénieurs et cadres CFDT ;
Syndex ; DAL ; des Fondations ; des syndicats et associations dans d'autres pays
(Italie, Espagne, Allemagne, Grande-Bretagne ; en Afrique, Asie, Amérique Latine,
Amérique du Nord)

ANNEXE

Fiche WIKIPEDIA de l'Aitec

Rédigée, au départ, à l'initiative de George Menahem

Association internationale de techniciens, experts et chercheurs

- [Article](#)
- [Discussion](#)

L'**Association internationale de techniciens, experts et chercheurs** ou **AITEC** a été créée en [1983](#). Elle rassemble un réseau de professionnels, de chercheurs et de citoyens engagés, apportant une expertise citoyenne et des propositions alternatives sur de multiples domaines tels que les mutations urbaines, les [services publics](#), les politiques de commerce et d'investissement ainsi que la [justice sociale](#) et écologique et les alternative à l'[extractivisme](#)¹. L'association participe à différents campagnes sur ces sujets et est impliquée dans de nombreux réseaux et organisations du [mouvement altermondialiste](#). Ses locaux se trouvent au [Centre International de Culture Populaire](#) (CICP) dans le [11^e arrondissement](#) de [Paris](#).

Histoire

L'Aitec a été créée en [1983](#) par des urbanistes, économistes, cadres d'entreprises, juristes et d'autres experts militants dont beaucoup appartenaient au [Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale](#) (CEDETIM), organisation issue de la gauche du [PSU](#). Ces militantes et militants exerçaient leurs compétences dans des entreprises ou des administrations et avaient la volonté de lier leur pratique professionnelle avec leur engagement politique. Pour eux, l'AITEC était, dès le départ, un instrument permettant à la fois de construire une expertise ancrée dans les luttes sociales et d'élaborer des propositions alternatives. Elle était alors présidée par [Gustave Massiah](#).

À sa fondation, l'AITEC se structure notamment autour de problématiques économiques, avec la question de l'expertise non-patronale, de la dette et du financement du développement. Elle organise différentes journées d'étude et publie des analyses dans les revues "Archimède et Léonard" et "Cahiers Voltaire"^{2,3}. En juin [1993](#) elle co-organise le forum "Science, progrès et développement" aux côtés de l'association [Global Chance](#) et du [Syndicat National des Chercheurs Scientifiques](#) (SNCS)⁴.

En [1998](#), elle participe à la fondation de l'[Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne](#) (ATTAC) auprès de nombreuses organisations, syndicats et personnalités⁵.

Activités

- L'AITEC produit des analyses et participe à des campagnes de plaidoyer autour des politiques de commerce et d'investissement de l'Union européenne. Elle est notamment membre du collectif "[stop TAFTA \[archive\]](#)" et du collectif "stop CETA-Mercosur"⁶. Elle contribue auprès du [Transnational Institute](#) (TNI) et du [Corporate Europe Observatory](#) (CEO) à des activités de plaidoyer pour encadrer l'activité des multinationales et les pratiques de [lobbying](#).

- L'AITEC soutient les mobilisations et participe aux réflexions, aux débats⁷ et à l'élaboration de politiques sur les thématiques du [droit au logement](#) et du [droit à la ville](#) avec un réseau composé d'une multitude d'associations⁸. Sur [France Culture](#), par exemple, la présidente de l'AITEC a témoigné des expériences de démocratie municipale qui ont été expérimentées en [Espagne](#), dans les conseils de quartier de [Barcelone](#) et de [Madrid](#), de 2015 à 2019, là où des éléments du [municipalisme libertaire](#) avaient été mis en pratique⁹.
- L'AITEC participe activement au groupe de travail « Sciences, Sociétés, Démocratie » (SSD). Ce groupe a été créé dans le cadre d'un réseau d'associations de [Sciences Citoyennes](#)¹⁰ comprenant notamment [Global Chance](#), [Initiative pour un autre monde](#)¹¹ et le réseau international de réseaux alternatifs [Intercoll](#)¹². Cette initiative vise à documenter et créer un cadre d'analyse partagé autour de victoires et des échecs des mobilisations citoyennes en questionnant la place et le rôle des experts et des scientifiques dans l'exercice de la [démocratie](#).
- Participation aux différentes éditions des forums sociaux mondiaux, aux universités d'été des mouvements sociaux et des solidarités, etc.
- Séminaires : « Rencontres sociales », « La ville à l'épreuve du libéralisme », etc.
- Accueil de plusieurs centaines de volontaires dans le cadre du programme d'échange d'[Échanges & Partenariats](#). Cette association vise à la construction de nombreux partenariats entre organisations françaises et internationales engagées dans le champ de la solidarité internationale¹³ ;
- Débats, ateliers de travail, Université d'été du CRID ([Centre de recherche et d'information pour le développement](#) avec lequel l'Aitec collabore régulièrement).
- Publications : Cahiers Voltaire, Archimède et Léonard, etc.

Interconnexion avec des réseaux

L'AITEC est associé avec un grand nombre d'autres associations engagées, aussi bien sur le plan international que national. Ainsi, en France, l'AITEC fait partie du réseau [Initiative pour un autre monde](#) (ou IPAM).

- Agence pour la solidarité internationale, la culture et le développement (AMORCES) ;
- [Assemblée européenne des citoyens \(AEC\)](#), branche française du réseau [Helsinki Citizens' Assembly \(hCa\)](#) ;
- [Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale \(CEDETIM\)](#) ;
- [Centre de Recherche et d'Informations pour le Développement](#) (CRID) ;
- Centre de documentation sur le développement, les libertés et la paix (CEDIDELP) ;
- [Centre International de Culture Populaire](#) (CICP) ;
- [Échanges & Partenariats](#) : association visant à la construction de partenariats entre organisations françaises et internationales engagées dans le champ de la solidarité internationale¹³.

Notes et références

- « [L'AITEC c'est quoi ? - AITEC \[archive\]](#) », sur aitec.reseau-ipam.org (consulté le 19 octobre 2021).
- □ « [Archimède et Léonard - AITEC \[archive\]](#) », sur aitec.reseau-ipam.org (consulté le 19 octobre 2021).
- □ « [Cahiers Voltaire - AITEC \[archive\]](#) », sur aitec.reseau-ipam.org (consulté le 19 octobre 2021).
- □ Global Chance, « [Science, progrès et développement - Vous avez dit progrès ? Bref compte-rendu de la journée d'étude du 8 mai 1993 \[archive\]](#) », sur global-chance.org, janvier 2010 (consulté le 19 octobre 2021).
- □ Attac France, « [Le collège des fondateurs \[archive\]](#) », sur Attac France (consulté le 19 octobre 2021).
- □ « [Accord UE-Mercosur : il ne s'agit pas de le sauver, mais de l'abandonner ! \[archive\]](#) », sur Collectif Stop TAFTA - Non au Grand Marché Transatlantique (consulté le 19 octobre 2021).
- □ L'AITEC a participé notamment à une table ronde nationale posant la question "L'alternative peut-elle venir des villes ?" ; elle fut organisée le 1er octobre 2019 à la [Fête de l'Humanité](#) avec la participation de Magali Fricaudet, coprésidente de l'Aitec, Philippe Bouyssou, maire PCF d'[Ivry-sur-Seine](#), et [Jan Brossat](#), adjoint à la maire de Paris et porte-parole du [PCF](#), voir Pierre Chaillan, « le changement peut-il venir des villes », *L'Humanité*, 1^{er} octobre 2019 ([lire en ligne \[archive\]](#), consulté le 28 novembre 2021).
- □ L'AITEC participe concrètement à un réseau comportant une dizaine d'associations, parmi lesquelles la [Plateforme logement des mouvements sociaux \[archive\]](#) animée par l'association [Droit au Logement \(DAL\)](#), le [collectif "Réquisitions" \[archive\]](#), la coordination nationales "[Pas Sans Nous \[archive\]](#)", le réseau "[Des Ponts Pas Des Murs \[archive\]](#)", et la [Coalition Européenne pour le droit au logement et à la ville \[archive\]](#).
- □ Cf. Magali Fricaudet, de 29 minutes à 33 minutes, in émission [France culture](#) : "Cultures Monde" par Florian Delorme, "[Quand les habitants prennent le pouvoir](#)" [\[archive\]](#), [Radio-France](#), 59 minutes, le 29 mai 2019, consulté le 28 novembre 2021.
- □ Voir notamment [le site de l'association "Sciences citoyennes" \[archive\]](#).
- □ Voir [le site de l'IPAM \[archive\]](#)
- □ Voir [le site du réseau Intercoll](#)
 1. □ Voir le [site d'Échanges & Partenariats \(E&P\) \[archive\]](#)

Liens externes

- [Site de l'AITEC \[archive\]](#)
- [Dossiers, analyses, études de cas de l'AITEC sur le site de CITEGO : "cités territoires gouvernance. Le territoire au cœur de la transition" \[archive\]](#)
- [Publications de l'AITEC sur le site socioeco.org : "Ressources de l'économie sociale et solidaire" \[archive\]](#)